

Redonner l'espoir à travers nos luttes

Pour aller de l'avant, pour montrer qu'une alternative au système actuel et aux anciennes valeurs est possible, pour redonner l'espoir face au renoncement et à la crise, il y a aujourd'hui la nécessité d'organiser un mouvement social pour imposer nos revendications, que ce soit en défendant une université libre, gratuite et ouverte à tou-te-s, mais aussi en défendant l'amélioration de nos conditions de travail, que cela soit pour nos salaires, nos retraites, contre la pénibilité ou le recours aux emplois précaires.

Nous devons aussi organiser sur nos universités de nouveaux espaces autogérés de solidarités afin de recréer du lien, pour pouvoir s'exprimer, discuter, partager et s'entraider.

À Solidaires Étudiant-e-s, nous défendons une université libre, gratuite, avec des cours critiques et ouverte à tous et à toutes. Notre antifascisme se passe dans la rue, dans nos universités, sur nos lieux de travail, partout et toujours où se trouvent les idées réactionnaires et nauséabondes de l'extrême-droite.

Nous exigeons :

- La création d'un salaire socialisé pour permettre à toutes et à tous d'étudier convenablement ;
- L'ouverture sur nos lieux d'étude de cellules de veille contre le harcèlement et les agressions sexuelles ;
- Le réengagement financier de l'Etat correspondant aux besoins des universités ;
- La construction de Cités Universitaires et la rénovation de celles qui tombent en ruines ;
- La fin de la discrimination envers les sans-papiers, les transsexuel-le-s et les femmes.

Pour cela, luttons et organisons-nous !

Nous promouvons la mise en place d'organes d'auto-organisation de la lutte : **assemblée générale souveraine, comité de grève** (ou de mobilisation, ou de lutte) ouvert à toutes et tous et mandaté par l'AG, **commissions** (également ouvertes et mandatées) et, au niveau national, **coordinations nationales**. Nous les considérons comme les seules organes de décision légitimes de la lutte car elles permettent à toutes les personnes engagées de prendre part de façon **démocratique** aux orientations du mouvement.

Nous contacter

Adresse mail

contact@solidaires-etudiant-e-s.org

Téléphone

06 86 80 24 45

Site internet

<http://www.solidaires-etudiant-e-s.org/>

Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes

Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes

L'extrême-droite étudiante : Mieux la connaître pour mieux la combattre

Analyse du développement de l'extrême-droite étudiante

La réaction face à la crise sociale, économique et politique

Depuis la crise de 2007-2008, les inégalités sociales entre les différentes catégories de la population se sont accentuées. Pour occulter sa responsabilité dans la poursuite des politiques antisociales, le pouvoir actuel (dans la lignée du précédent gouvernement de droite) joue la carte du « diviser pour mieux régner » en désignant des boucs-émissaires parmi certaines minorités. Cette politique de division des travailleur-ses et des classes populaires, savamment relayée par les médias, a entraîné une résurgence des idées et des comportements nationalistes, racistes, sexistes et homophobes.

L'absence de perspectives d'un futur meilleur

Pourquoi ne pas se tourner vers une alternative remettant en cause le système dans son intégrité avec des valeurs sociales nouvelles et progressistes ? Car depuis le mouvement étudiant contre le Contrat Premier Embauche en 2006, le mouvement social n'a connu aucune victoire. Au contraire, ces dernières années, contre les mesures qui dégradent nos conditions de vie, d'études et de travail, les mouvements sociaux ont échoué malgré parfois une relative importance, ne prenant pas l'ampleur que la situation demande, voire étant inexistantes. Cette accumulation de défaites entretient un climat de fatalité vis-à-vis de notre futur et les discours simplistes, les « c'était mieux avant ! », ont le vent en poupe.

L'Enseignement Supérieur n'échappe pas à cette réalité

Si nous ne pouvons distinguer la montée des idées de l'extrême-droite au sein de nos lieux d'études lors des élections étudiantes (la participation nationale étant quasi-nulle), elle se manifeste en revanche à travers d'autres formes. Ces idées se banalisent, reprises par certaines corporations étudiantes qui reproduisent par leurs soirées des comportements sexistes et rétrogrades, ainsi que par certaines organisations, telle l'UNI-MET. De même, des professeur-e-s d'universités n'hésitent pas à proférer des discours réactionnaires, notamment islamophobes, lors de leurs travaux dirigés et de leurs cours magistraux.

Qui a dit ...

"Les Roms ont vocation à rester en Roumanie. [Ils ont] des modes de vie extrêmement différents des nôtres qui évidemment sont en confrontation"

Réponse : M. Valls, alors Ministre de l'Intérieur



Les différentes organisations étudiantes d'extrême-droite

L'UNI-MET

L'UNI-MET a été créée lors de la réaction gaulliste à la mobilisation étudiante et ouvrière de 1968, en opposition aux mouvements alternatifs, défendant les droits des femmes et des immigré-e-s.

Aujourd'hui, l'UNI-MET reprend les idées de la droite des Républicains dont est issue la majorité de leurs militants (une partie d'entre eux se trouvent néanmoins à l'extrême-droite, au Front National par exemple), notamment par son implication dans La Manif Pour Tous et la reprise de mots d'ordres nauséabonds xénophobes et autoritaires. De plus, ses liens avec l'extrême-droite radicale restent importants, en faisant appel à l'aide, quand ils ne sont pas dans leurs rangs, à des royalistes et à des complotistes antisémites.

Ils défendent la privatisation, l'élitisation et la professionnalisation de nos universités, montrant du doigt les étudiant-e-s et leurs formations comme responsables du chômage.

Le GUD – Assas Patriote

Le Groupe Union Défense (GUD) est un syndicat étudiant néofasciste, rodé aux actions violentes. Surtout actif durant les années 1980, il reste aujourd'hui des morcellements de cette organisation à Lyon. À Paris II Assas, il a fondé Assas Patriote en février 2014, avec d'anciens militants de l'UNI-MET ainsi que des membres du Front National.

Il a une vision de l'université autoritaire, sans démocratie en son sein, exclusive de tous droits étudiants, notamment en ce qui concerne les LGBTI, les femmes et les étranger-ère-s.

L'Action Française Etudiante/Universitaire

L'Action Française Étudiante et l'Action Française Universitaire sont deux organisations de jeunesse royaliste, la première étant la branche jeune de l'Action Française, organisation d'extrême-droite prônant le retour à la royauté en France. L'Action Française Universitaire s'inspire aussi du royaliste nationaliste Charles Maurras. Les deux organisations reprennent les thématiques réactionnaires classiques : autoritarisme, xénophobie, homophobie, racisme et sexisme. Leur implantation au sein des établissements de l'Enseignement Supérieur reste faible, elle est surtout le fait d'étudiant-e-s issu-e-s de la haute bourgeoisie.

Les idées royalistes peuvent paraître plus sujets de moquerie que de crainte, mais il faut être conscient-e-s que ses groupes font de leurs possibles pour propager leurs idées réactionnaires et qu'on les voit souvent en soutien de groupes plus implantés et dangereux.

Le Front National / FNJ / Collectif Marianne

Le Collectif Marianne a été lancé par le Front National en mars 2014 afin de tenter à s'implanter dans les universités, ce qui reste à ce jour un échec notoire.

Comme le GUD, avec qui les liens sont solides, ils défendent une université nationaliste et veulent mettre à mal les droits des étudiant-e-s.

La Cocarde

La Cocarde Etudiante est un syndicat créé au début de l'année 2015.

Se présentant comme « gaulliste et souverainiste », elle se donne pour but de concurrencer l'UNI-MET par un retour à un discours plus radical, notamment pour ce qui est de la « préservation des identités culturelles ». Elle regroupe des membres de diverses organisations, des Républicains au Front National, en passant par Debout la France.

Comment les combattre

Dénoncer dans nos quotidiens les comportements réactionnaires

Dans nos lieux d'études et sur nos lieux de travail, il s'agit de s'opposer et de se confronter aux idées de l'extrême-droite, qu'elles soient proférées par des étudiant-e-s, des professeur-e-s, ou des collègues. Ne pas laisser les idées nauséabondes s'exprimer librement, c'est s'opposer à leur banalisation. Il faut aussi prendre conscience que le fascisme repose sur des idées qui imprègnent toute la société : ne pas laisser passer le fascisme, c'est aussi ne pas laisser passer le sexisme, le racisme, la transphobie et l'homophobie, qui encouragent à déshumaniser des parties de la population, ne pas laisser passer le mépris de classe qui justifie les politiques antisociales. Ça passe aussi par remettre en question les opinions qu'on peut nous-mêmes proférer, par inviter notre entourage à faire de même. Concrètement, il s'agit donc de contredire les propos des étudiant-e-s

en cours exprimant des propos réactionnaires, en parler aux gens autour de vous, leur dire que tel ou tel groupe est d'extrême droite et refuser leurs tracts visiblement devant d'autres étudiant-e-s, en expliquant pour quoi, aller voir les associations et les syndicats étudiants, etc.

Dénoncer la banalisation, l'institutionnalisation du discours de l'extrême-droite

Notre antifascisme est aussi celui de l'opposition aux politiques gouvernementales qui légitiment les idées réactionnaires de l'extrême-droite, que cela soit par des politiques répressives envers les migrant-e-s, la casse des services publics, la fermeture des centres IVG, la répression syndicale, etc. Ainsi, nous ne participons pas qu'aux mobilisations touchant l'Enseignement Supérieur, mais aussi à celles contre la loi sur le Renseignement, contre les violences policières, pour la régularisation des sans-papiers, ou encore contre les réformes qui cassent le droit du travail, comme la loi Macron. Les idées d'extrême-droite sont de plus en plus présentes dans nos médias, le Front National y a voix constamment et on trouve des idées racistes, islamophobes et sexistes même chez des gens censés être de gauche. Cela fait apparaître l'extrême-droite comme une option politique de plus, mais nous devons signaler haut et fort que le fascisme n'est pas une « option » valable ! Des politiques se situant pourtant à gauche vont jusqu'à reprendre ces idées nauséabondes, notamment en se positionnant contre le port du voile au sein de l'université.

La nécessité d'un antifascisme de lutte

Pour contrer la montée de l'extrême-droite et de ses idées, une analyse de l'extrême-droite ne suffit pas et un antifascisme moral où l'on ne la désignerait que dans un rapport de bien et de mal est voué à l'échec. Ainsi, l'antifascisme que nous prôtons est un antifascisme de lutte, offensif, contre les idées réactionnaires.

Ne pas laisser de répit à l'extrême-droite

Cette lutte passe par plusieurs points. Le premier est celui de la confrontation idéologique qui ne s'arrête à faire une analyse de la nocivité des idées de l'extrême-droite, elle passe aussi par une riposte antifasciste du mouvement social : être présent-e-s dès que l'extrême-droite apparaît, que cela soit lors d'une diffusion de tracts ou d'un meeting. Occuper la rue, nos universités, c'est invisibiliser l'extrême-droite pour, partout où elle se rend, qu'elle ne se sente pas la bienvenue.

